

ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

INSTITUT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

ÉTUDES

5

JÁNOS KORNAI
THÉORIE DES SYSTÈMES
ÉCONOMIQUES ET THÉORIE GÉNÉRALE
DE L'ÉQUILIBRE



JÁNOS KORNAI
THÉORIE DES SYSTÈMES ECONOMIQUES
ET THÉORIE GÉNÉRALE DE L'EQUILIBRE

JÁNOS KORNAI

**Théorie des systèmes économiques
et théorie générale de l'équilibre**

ÉTUDES
No. 5

ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
INSTITUT DES SCIENCES ECONOMIQUES
BUDAPEST
1975

AUTEUR

János KORNAI: Docteur en sciences économiques, chef de groupe de
recherche à l'Institut des Sciences Économiques de
L'Académie des Sciences de Hongrie

LA NOUVELLE QUESTION POSÉE PAR L'HISTOIRE

La République Populaire Hongroise a introduit au 1er janvier 1968 une importante réforme dans la direction de l'économie. D'un seul coup, de nombreuses caractéristiques importantes du fonctionnement du système économique se sont trouvées modifiées: les compétences de l'Office du Plan et celles des ministères, ainsi que leurs rapports avec les entreprises, la régulation des stimulants matériels, des primes, des salaires, des prix et du crédit.

La réforme avait été préparée, à la demande du parti et du gouvernement, par des économistes travaillant dans le domaine de la théorie et de la pratique. Ils avaient résumé leurs propositions dans un document de plusieurs centaines de pages. Après leur examen critique par les instances dirigeantes du parti et du gouvernement, les organismes compétents de l'Etat les ont "traduites" dans la langue des mesures administratives et des règles juridiques. Finalement, toutes les dispositions sont entrées en vigueur simultanément.

Nous trouvons là un phénomène nouveau, très important. La planification existait naturellement en Hongrie avant la réforme: le plan prescrivait les activités réelles, effectives, à l'ordre du jour de l'économie (le niveau de la production, de la circulation, de la consommation, des investissements, du commerce extérieur), ainsi que les indices financiers qui s'y rapportaient. Mais la préparation de la réforme signifiait une planification d'un tout autre genre: il s'agissait-là de préparer les plans *du système lui-même*. Il fallait penser les choses à fond, voir à long terme les effets prévisibles de la suppression de la prescription impérative à l'adresse des entreprises des plans à court terme ou de l'introduction d'un système permettant la libre élaboration de certains prix sur la base des arrangements entre vendeur et acheteur. Il

fallait réfléchir aux conséquences qu'entraînerait la modification du système, à l'interaction des très nombreuses mesures de détail aussi bien qu'au résultat d'ensemble prévisible.

La présente étude ne cherche pas à juger des résultats réels de la réforme. Ce que je voudrais, c'est souligner ici le phénomène lui-même: un groupe de théoriciens et de praticiens de l'économie a cherché à penser à fond à l'avance, *jusque dans les menus détails*, toutes les règles de conduite, le mécanisme complexe du fonctionnement d'un nouveau système.

A notre époque, l'histoire met à l'ordre du jour la tâche de modeler consciemment, d'élaborer en détail le plan de *systèmes économiques entiers*.

Le phénomène sur lequel nous voudrions attirer l'attention ne se borne pas à la Hongrie. Si nous jetons un coup d'oeil d'ensemble sur les pays socialistes, nous pouvons constater, à côté de similitudes fondamentales, des différences non négligeables dans le fonctionnement des systèmes. Nous rencontrons une combinaison différente de la centralisation et de la décentralisation, de la planification et du marché. Des différences existent dans l'organisation de l'industrie: d'une part la concentration au sein de grands trusts et unions, d'autre part la séparation en entreprises concurrentes, et cela dans des proportions divergentes. Les principes de l'établissement des prix, l'inégalité de la répartition des revenus, et parallèlement, le rôle de la stimulation matérielle sont également différents. Les divers pays mettent en oeuvre des indices de rentabilité et des méthodes de planification différentes. Il serait faux d'expliquer la chose par les caractéristiques différentes des divers pays. Il est certain que cet élément joue un rôle, mais il nous faut en chercher l'explication avant tout dans le fait que dans les différents pays la direction du parti, de l'Etat, de l'économie part de *conceptions différentes* en ce qui concerne la manière dont il convient d'organiser un système économique socialiste. La liquidation des rapports de production capitalistes ne détermine pas par elle-même comment sera le système *concret* de l'économie; la direction du parti, de l'Etat, de l'économie jouit d'une grande liberté dans son élaboration.

Il ne serait pas juste de limiter l'analyse de ce phénomène aux seuls pays socialistes. Pensons par exemple aux pays qui se sont libérés récemment du joug colonial. Après la conquête de leur indépendance, ces pays ont à affronter la même question: comment organiser leur système économique? Naturellement, c'est là avant tout une question politique, une question touchant le pouvoir: quelles classes, quels groupes sociaux représentent ceux qui exercent le pouvoir? Mais là encore, cet élément ne détermine pas tout, de nombreuses questions de détail très importantes restent ouvertes. En Birmanie, par exemple, on a adopté de nombreux éléments de la pratique soviétique de la planification, alors que le parti au pouvoir n'est ni un parti communiste ni un parti marxiste. Dans de nombreux pays sous-développés, les gouvernements quittent sciemment la voie capitaliste "régulière"; ils désirent s'orienter vers une formation sociale de caractère socialiste, ils nationalisent, introduisent la planification économique. Mais cette option leur fait obligation de décider pour toute une série de questions concrètes: quel secteur faut-il planifier et où ne faut-il pas recourir au plan; faut-il fixer ou non les prix; dans quelle mesure faut-il centraliser la direction de l'économie; et ainsi de suite.

Après ce bref coup d'oeil sur les autres pays socialistes et sur le "tiers monde", nous pouvons répéter ce que nous avons dit tout à l'heure en partant de l'exemple hongrois: notre époque a posé *une question nouvelle* à la science économique: *comment faut-il "organiser" un système économique*, comment faut-il élaborer le mécanisme du fonctionnement du système? C'est à cette question que les dirigeants responsables du parti et du gouvernement attendent la réponse des économistes, et une réponse très *concrète*. Aujourd'hui, il ne suffit plus de dire: la solution nécessite le socialisme, la propriété sociale, la planification... Oui, mais comment faut-il exercer le droit de disposition sur les biens relevant de la propriété sociale: faut-il les distribuer à l'aide d'un système de cartes de rationnement afin d'assurer l'égalité économique, ou bien faut-il recourir au marché et à une puissante stimulation matérielle? Faut-il se borner à n'établir centralement que les proportions générales, ou faut-il définir un programme détaillé pour la production et la consommation? C'est à des centaines de questions similaires qu'il faut savoir répondre. Et si la science,

avec son appareil scientifique rigoureux, est incapable de répondre, la pratique est contrainte de le faire d'une manière ou d'une autre car il lui faut appliquer un système concret.

Où en est la science économique dans ce domaine?

L'économiste bourgeois conservateur, qui croit en la pérennité de l'économie capitaliste, ne se pose pas de questions de ce genre. Pour lui, le système économique est *donné*. Pour parler dans le langage mathématique, le système est une "donnée" du problème et non pas son "inconnue". L'économiste bourgeois conservateur formule ses propres questions de la manière suivante: le système du marché capitaliste étant donné, quels seront les effets de l'augmentation des impôts ou de la baisse du taux d'intérêt, etc.?

L'oeuvre de Marx relevait au contraire d'une conception radicalement différente et révolutionnaire. Marx était persuadé que l'économie capitaliste n'était pas éternelle et qu'elle serait remplacée par le socialisme. Mais il ne considérait pas pour autant que sa propre mission scientifique était d'élaborer le "projet" détaillé du fonctionnement de l'économie socialiste. Il se riait des utopistes qui passaient leur temps à ces enfantillages. En fin de compte, il limitait sa propre tâche à la présentation des tendances historiques objectives qui devaient mener nécessairement à l'avènement du système socialiste.

Cette conception de Marx était parfaitement justifiée du point de vue historique. A l'aide de son oeuvre il désirait révolutionner les masses et mettre en évidence les contradictions du capitalisme. Il a toutefois semé çà et là, comme "sous-produits" de ses travaux scientifiques, quelques idées géniales sur le fonctionnement de la société socialiste à venir, mais jamais il n'a pensé à s'occuper par exemple de ce que serait le flux de l'information dans l'économie socialiste, ses méthodes de planification ou sa pratique dans l'établissement des prix.

Pendant l'économiste de l'époque du socialisme déjà victorieux ne saurait agir de même. Il n'est plus de "l'opposition", il est maintenant "pro-gouvernemental". Il est de son devoir de réfléchir à la façon dont il peut accroître l'efficacité de son système. Le révolutionnaire qui affronte le pouvoir peut considérer comme l'affaire intérieure des capitalistes les questions comme celle des modalités de l'organisation du système bancaire ou du

flux de l'information entre les entreprises. Mais pour le révolutionnaire arrivé au pouvoir, ces problèmes deviennent d'une importance primordiale. Il nous faut nous rendre à l'évidence, Marx n'a pas répondu à ces questions parce que, tout naturellement, il ne se les est même pas posées.

Pendant longtemps, les économistes des pays socialistes n'ont pas donné de réponse satisfaisante à ces questions. Leur souci principal était de justifier avant tout la pratique du moment. Aujourd'hui encore, nous n'avons pas tout à fait dépassé cette conception qui est loin d'être scientifique. Précédemment nous avons déjà évoqué la grande variété des formes économiques. En parcourant la littérature économique il est cependant assez particulier, que les économistes de chaque pays socialiste vantent les avantages de leur propre système concret. Vis-à-vis des autres, ils montrent en général le plus grand tact et n'en parlent pas, ou si, par hasard, ils les jugent c'est plutôt pour les critiquer, en soulignant les avantages de leur propre système concret par rapport aux inconvénients des autres.

Le développement de la société a mis au monde un laboratoire exceptionnel: la grande variété des systèmes économiques concrets. Les principes scientifiques exigeraient que nous procédions à des comparaisons plus objectives. Mais au lieu de cela, chacun d'entre nous se penche sur son propre alambic et tâche de ne pas trop regarder sur ce qui se passe dans les éprouvettes et sous le microscope de son voisin.

L'auteur de ces lignes a l'impression que la science économique est très en retard sur les besoins de la pratique. Les diverses réformes ne naissent pas sur la base de théories scientifiques *rigoureusement contrôlées*: elles apparaissent plutôt sous la pression de divers problèmes, de diverses difficultés, et se fondent sur le bon sens et l'expérience pratique des réformateurs.

Il est vrai que parmi les initiateurs de ces réformes nous trouvons souvent des professeurs, des savants, de sorte que dans les commissions chargées de la préparation des réformes pratiques nous retrouvons les spécialistes de la science économique, qui vont jusqu'à y jouer, le cas échéant, un rôle de pointe. Mais tout cela ne change rien à ce que nous avançons. Leur contribution,

certes de valeur, se fonde sur leur culture, leur vaste savoir, leur logique, et non pas sur une *théorie* répondant à des critères scientifiques rigoureux et démontrés.

La théorie, la branche de la science économique qui devrait remplir ce vide, je la nommerai comme suit: "*théorie du système économique*".

OBJET DE LA THÉORIE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE

"Système", c'est là une notion extrêmement générale. De nombreuses disciplines scientifiques, physique, biologie, sciences techniques, sociologie, utilisent ce même concept. Au cours des dernières décennies, nous avons vu apparaître une branche nouvelle des mathématiques, la théorie mathématique des systèmes, qui traite à un niveau d'abstraction très élevé la description mathématique commune à tout système. A la théorie mathématique des systèmes se rattachent très étroitement deux autres branches des mathématiques: la théorie de la régulation (ou control theory) et la cybernétique qui s'occupe de la commande des systèmes et des informations qui la soutendent.¹

La présente étude emploie la notion de "système" dans le sens où la comprennent la théorie mathématique des systèmes, la théorie de la régulation et la cybernétique. La définition générale se formule ainsi:

Le système est un ensemble d'éléments liés entre eux et fonctionnant suivant certaines régularités déterminées. La structure du système est définie si nous donnons: ses éléments composants, les régularités qu'indique le fonctionnement de ses divers éléments, et les rapports existant entre ces éléments.

Un tas de vaisselle dans l'évier ne constitue pas un système. La vaisselle s'y trouve pêle-mêle, selon la façon dont la ménagère l'y a jetée. Son mouvement ne montre pas de régularités bien discernables. Il se peut que l'une ou l'autre assiette, etc. se touche, mais il n'existe pas entre ces éléments de rapports, de flux se répétant de façon caractéristique. Il s'agit donc là d'un amas qui ne possède pas une structure caractéristique.

Par contre le système solaire est un véritable système. Ses éléments sont le soleil, les planètes, les satellites des planètes. Chaque élément possède ses propres régularités de mouvement, de

comportement: les astronomes les décrivent aujourd'hui avec une très grande précision, par des formules mathématiques. Entre ces éléments il existe des rapports de différents types: gravitation, rayonnement.

L'organisme humain est un système. Ses éléments sont les cellules (ou encore les diverses parties constitutives des cellules: le noyau, la membrane cellulaire, etc.). Le fonctionnement des cellules indique également certaines régularités. Les cellules se trouvent en rapport les unes avec les autres: il existe entre elles des flux matériels, des flux électriques, elles sont reliées par diverses réactions chimiques.

Tous ces exemples suggèrent que lorsque nous avons affaire à un système, nous devons toujours analyser le rapport, l'interaction des "parties" et du "tout". (C'est justement ce titre: "Le tout et les parties", qu'Oscar Lange a donné à son ouvrage sur la cybernétique économique.)

Considérons maintenant notre objet, la théorie du système économique. Chaque économie véritable constitue un système selon le sens défini précédemment. Ses éléments sont les unités productives (p.ex. les entreprises), les unités consommatrices (les ménages), diverses institutions administratives et informatrices (p.ex. bureau du plan, ministère, banque, office des statistiques, marketing). D'une façon générale, les activités caractéristiques des divers éléments se déroulent selon certaines régularités. Cela ne signifie pas un déterminisme rigoureux, mais simplement le fait qu'ils réagissent à des impulsions déterminées selon certaines régularités stochastiques. P.ex. l'économie des ménages est caractérisée par des habitudes de consommation déterminées qui dépendent d'un grand nombre de facteurs: revenus des membres de la famille, leur âge, leur situation sociale, les prix, la mode, les effets culturels etc.

Il existe des rapports très variés entre les éléments du système économique. Il y a là d'une part des flux matériels: transferts de produits d'une entreprise à l'autre ou au consommateur. D'autre part nous avons affaire à un flux d'information: prix et commandes, ordres et propositions, rapports et plans allant et venant entre les éléments de l'économie.

La théorie du système économique se distingue clairement des disciplines traitant d'autres systèmes. Son objet est le système

de la production et de la consommation sociale, le mécanisme de régulation de la production et de la consommation.

La question se pose: "la théorie du système économique" n'est-elle pas simplement une appellation nouvelle, à la mode, de la vicille discipline, la science économique?

Non. La théorie du système économique ne constitue qu'une des branches, qu'un des domaines de la science économique, elle ne comprend pas l'ensemble de la science économique. Une autre des branches de la science économique est la *macro*-économie qui s'occupe des agrégats englobant l'ensemble de l'économie nationale, ainsi que de leurs connexions (p.ex. des rapports existant entre le revenu national total, le total des investissements et la consommation totale). Pour employer l'expression déjà utilisée: elle examine l'ensemble de l'économie, *le tout*. Une autre branche de la science économique est la *micro*-économie qui analyse séparément l'entreprise, le marché, ou encore le consommateur. Ici, l'objet de l'étude est une des *parties* de l'économie. Chacune de ces approches, chacune de ces deux branches traditionnelles de la science économique a sa raison d'être. Mais la théorie du système économique se différencie de toutes les deux: comme nous l'avons dit, elle se propose d'étudier *les relations existant entre le tout et ses parties*.

Un fait encore pour illustrer comment la théorie du système économique se sépare et diffère des autres branches de ce groupe de sciences que représente la science économique. L'un des problèmes importants qui intéresse notre discipline est l'étude de la structure matérielle de l'économie, la description des connexions technologiques-techniques existant entre la production et la consommation. On sait par exemple combien les modèles de Leontief décrivant les rapports d'input-output entre les divers secteurs de l'économie sont utiles pour la description et la planification de l'économie. Mais ce dont se préoccupe avant tout la théorie du système économique c'est comment s'effectue la *régulation* des processus matériels, quelles sont les informations qui la fondent, quelles sont les caractéristiques des processus de décision des organisations économiques et ainsi de suite... Le modèle de Leontief décrit le "corps" de l'économie; la théorie du système économique s'intéresse au contraire avant tout à "l'âme", au "cerveau", au "système nerveux" de l'économie.

Nous ne mentionnerons ici, à titre d'illustration, que quelques unes des questions auxquelles la théorie du système économique doit répondre:

- Quels sont les éléments composant le système économique? Quelles organisations et quelles institutions fonctionnent dans le système sur les unités de base de la production et de la consommation, en dehors des entreprises de production et des ménages?

- Quelles sont les motivations des éléments du système économique?

- Quels sont les facteurs qui agissent sur les décisions prises au niveau des éléments du système économique? Comment se fait la préparation de la décision et comment s'élabore-t-elle? Quels sont les "algorithmes" caractéristiques de la prise de décision?

- Quels genres d'information circulent entre les éléments du système économique? Comment peut-on classer les informations, quelle est la structure d'information caractéristique au système?

- En quels sous-systèmes de régulation s'articule le système? (P.ex. le marché, la planification économique etc. fonctionnent en tant que sous-systèmes séparés).

- Quels rapports verticaux, quels rapports et régulations hiérarchiques s'établissent au sein des divers systèmes?

- Quelles sont les propriétés adaptives des systèmes? Comment les éléments s'adaptent-ils à leurs modifications réciproques et aux changements du milieu situé en dehors du système?

- Quelles sont les propriétés sélectives du système, comment naissent, dépérissent et meurent les divers éléments du système?

La théorie du système économique doit répondre à ces questions (et à d'autres questions similaires) en se fondant avant tout sur l'expérience et l'observation de la réalité. C'est en partant de l'observation de la réalité qu'il lui faut élaborer ses modèles mathématiques et établir les lois nécessaires qui caractérisent ensemble tel ou tel groupe plus ou moins large des systèmes économiques concrets.

PLACE DE LA THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ÉQUILIBRE DANS L'HISTOIRE
DE LA THÉORIE DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

A considérer l'ensemble de notre science, la science économique a déjà fourni de nombreuses oeuvres de valeur et d'une importance durable. Cependant, dans sa branche plus *restreinte* que nous examinons ici, dans le domaine de la théorie des systèmes économiques justement, nous n'avons vu naître que très peu d'ouvrages de quelque importance. Nous sommes particulièrement pauvres dans l'exposé rigoureux, logique, recourant à des modèles mathématiques, de la théorie du système économique. En fin de compte, il n'existe qu'un seul courant théorique qui pourrait être de plein droit classé dans cette catégorie de par son objet, sa méthode scientifique et la rigueur axiomatique de son raisonnement: il s'agit de la théorie générale de l'équilibre (general equilibrium theory). C'est pourquoi ce courant théorique (que nous désignerons par la suite en abrégé TGE) mérite une attention particulière et une étude approfondie de la part de tous ceux pour qui le développement de la théorie du système économique est important.

Le pionnier de la TGE fut Léon WALRAS. Voilà cent ans que parut son ouvrage d'une importance considérable.² Sa théorie a connu une véritable renaissance dans les années 50 de ce siècle, en particulier dans les travaux d'ARROW et DEBREU.³ Arrow, Debreu et leurs disciples, des mathématiciens économistes américains surtout, ont fourni, en recourant aux instruments les plus modernes des mathématiques (théorie des ensembles, théorèmes des points-fixes, etc.) une preuve logique rigoureuse aux thèses encore insuffisamment étayées et assez floues de Walras. Ces auteurs décrivent la théorie sous une forme axiomatique. Autrement dit, ils partent de quelques *hypothèses* très générales. Ils ne prouvent pas la justesse de ces hypothèses (c'est en ce sens qu'ils les considèrent comme des "axiomes"), la seule chose qu'ils exigent c'est que leur formulation soit bien définie et univoque mathématiquement, et qu'il n'y ait pas de contradiction entre les axiomes. Une fois ces axiomes donnés, on peut en déduire certains *théorèmes* par une voie strictement déductive, en recourant aux méthodes mathématiques de la preuve. La véracité logique de ces théorèmes est rigoureusement prouvée mathématiquement, dans le cadre de la construction théorique donnée, si l'on accepte les axiomes de base.

Depuis les premiers ouvrages d'Arrow et de Debreu, des centaines d'études ont paru dans le même ordre d'idées, mais en opérant de nouvelles distinctions dans le raisonnement, en assouplissant certaines hypothèses trop rigoureuses et en étendant les théorèmes initiaux de Walras, Arrow et Debreu à des cas plus généraux.

La TGE peut à juste titre être classée dans le domaine du ressort de la théorie du système économique. Dans ses modèles, le système économique est composé de divers éléments: de producteurs (entreprises) et de consommateurs (ménages). Chacun de ces éléments se conduit selon une régularité caractéristique: les producteurs maximisent leur fonction profit, les consommateurs maximisent par contre leur fonction d'utilité. Les éléments sont d'une part liés par des flux matériels-réels: par des produits et des services matériels que les producteurs émettent les uns pour les autres et pour les consommateurs. Il existe également un flux d'informations. L'information fondamentale est le prix. C'est par les prix que se fait la régulation des activités productives et consommatrices du système.

A l'aide de ses modèles, la TGE cherche à répondre surtout à deux questions, ses théorèmes se rapportent à ces questions. L'un des groupes de problèmes concerne les conditions de l'équilibre. (C'est de là que vient le nom de cette école.) Quelles sont les conditions nécessaires pour qu'il y ait égalité entre d'une part l'offre, l'émission des producteurs, la demande et l'utilisation des utilisateurs (utilisateurs producteurs et consommateurs)? D'autre part quelles autres conditions sont requises pour que cet équilibre soit stable, autrement dit pour qu'après la perturbation de l'état d'équilibre, celui-ci se rétablisse? L'autre groupe de questions a trait aux conditions de l'optimum. A ce propos, l'école moderne de la TGE applique un critère spécial (plus large, moins sévère que celui en cours au XIXe siècle) de l'optimum: ce qu'on appelle l'indice de Pareto. Le système se trouve à l'état optimum (Pareto) s'il ne se trouve pas un autre état où aucun des consommateurs ne se trouve désavantagé et l'un au moins des consommateurs se trouve mieux satisfait. En effet, dans ce dernier cas, il serait certainement utile de déplacer le système de son état précédent: en agissant ainsi, nous ne léserions personne et nous en ferions profiter quelqu'un. Un système donné possède non pas un, mais de

nombreux états optimum-Pareto: nous avons affaire à tout un ensemble d'états optimum-Pareto. Ce justement à quoi la TGE veut répondre c'est: à quelle condition le système se trouve dans l'état optimum-Pareto.

Parallèlement, elle pose certaines questions touchant le mécanisme de la régulation, par exemple à propos du système des prix: quelles sont les propriétés du système des prix permettant de "régler" le système économique dans un état d'équilibre, ou plus exactement, dans un état correspondant à l'optimum de Pareto.

Indubitablement la TGE représente l'une des performances intellectuelles de pointe de la science économique, qui de plus, constitue l'un des chapitres les plus importants de la théorie du système économique au sens strict. Celui qui désire s'occuper de la théorie des systèmes économiques ne peut, ne saurait l'expédier d'un geste désinvolte ou se contenter de quelques réflexions superficielles: il faut l'analyser à fond, dans un esprit d'objectivité scientifique. D'autant plus que, comme nous avons tâché de le montrer au début de cette étude, la science économique a le *devoir* d'élaborer une théorie du système économique substantielle, d'un haut niveau, utilisable dans la pratique; les questions qui s'y rattachent sont posées par l'histoire elle-même, par les partis, les hommes d'Etat, les spécialistes éminents de la politique économique qui se font l'écho des besoins historiques. C'est pour cette raison-là que la critique de la TGE est d'une grande importance.

POINTS DE VUE GÉNÉRAUX DE LA CRITIQUE DE LA THÉORIE GÉNÉRALE L'ÉQUILIBRE

La critique de la TGE est une tâche bien complexe. L'auteur de ces lignes s'est attaché à cette critique dans un nouveau livre de plusieurs centaines de pages; son titre est: *Anti-Equilibrium*.⁴ Il est impossible d'exposer dans cette brève étude toutes les réflexions critiques qui s'imposent. Aussi nous allons nous limiter ici à certaines remarques seulement.

Avant de nous mettre à la tâche, il nous faut éclairer au préalable deux points de vue.

Le premier a un caractère général: comment nous faut-il interpréter la TGE? Est-ce une théorie *descriptive*, expliquant simplement la réalité économique, ou une théorie *normative* qui prodigue

des conseils en ce qui concerne la façon dont il faut organiser un système économique? Nombreux sont en effet ceux qui, répondant à l'accusation selon laquelle la TGE ne serait pas assez réaliste, déclarent: c'est vrai, mais la TGE ne vise pas à décrire *ce qui est*, mais à dire *ce qui doit être*.

Il est nécessaire de critiquer l'une et l'autre de ces interprétations à la fois, d'autant plus qu'on ne peut les séparer. La primauté revient à l'interprétation descriptive. La théorie générale de l'équilibre se prête-t-elle à la description et à l'explication de la réalité? Si ce n'est pas le cas, si elle opère avec des hypothèses fantaisistes dépassant les simplifications, les abstractions indispensables au raisonnement théorique, à la confection des modèles mathématiques, il y a peu de chance que la TGE soit utilisable à des fins normatives. Une théorie normative ne saurait être prise au sérieux que si on peut la mettre à exécution.

L'organisme humain utilise dans son fonctionnement des organes d'importance vitale qui se trouvent en deux exemplaires: nous avons deux reins, deux poumons, deux yeux, deux oreilles, deux jambes et deux bras. Cet agencement sert entre autre à assurer la sécurité du fonctionnement de l'organisme. Mais que penserions-nous du savant qui nous présenterait la théorie normative suivante:

"Supposons que l'organisme humain soit capable d'admettre en son sein chaque organe en deux exemplaires. En conséquence il faudrait qu'à l'avenir nous ayions deux coeurs." L'hypothèse introductive est absolument irréaliste du point de vue descriptif, du moins en l'état actuel de la science. En conséquence, la proposition normative elle aussi, quelque logique qu'elle soit du point de vue de la sécurité du fonctionnement de l'organisme, serait absolument irréaliste. Le fonctionnement de l'organisme humain a ses lois biologiques, l'intervention extérieure a ses limites naturelles qu'on ne saurait dépasser arbitrairement. De même, la société, le système économique possèdent également leurs lois objectives qu'il faut prendre en considération lorsque nous voulons formuler quelque conseil. L'intervention dans ces processus, le modelage conscient de la société ont également leurs limites; et il nous faut connaître celles-ci à fond, sur la base de théories descriptives, explicatives, si nous voulons intervenir avec succès dans l'organisme social.

Il faut reconnaître que parfois une intervention audacieuse peut réussir même si l'on ne connaît pas sérieusement la réalité, mais c'est là une exception que nous ne pouvons considérer comme une règle générale de l'action. Pour en rester à l'exemple du coeur humain: on n'a pu procéder à des opérations cardiaques qu'au moment où la médecine connaissait déjà très exactement le fonctionnement du coeur et disposait d'une théorie descriptive très soigneusement contrôlée. Et si des complications typiques surgissent après les greffes, c'est justement parce que nous ne connaissons pas encore suffisamment le mécanisme de la réaction immunologique, nous ne disposons pas encore à ce sujet d'une théorie descriptive assez mûre: c'est pour cela que dans la grande majorité des cas, l'organisme rejette le coeur étranger.

Marx soulignait: il ne suffit pas de connaître, d'expliquer le monde, il faut également le transformer. Ce conseil est valable de nos jours tout autant. Mais l'avertissement inverse a peut-être lui aussi son actualité. Il ne suffit pas de transformer le monde: il faut aussi le connaître, le comprendre, l'expliquer pour pouvoir le transformer de façon intelligente, efficace, avec le minimum de sacrifices.

Après cette courte analyse du problème "théorie descriptive ou théorie normative?", il nous faut éclairer encore un autre point de vue général de la critique: faut-il considérer la TGE comme le modèle de la seule économie capitaliste, et alors la tâche de la critique serait d'établir si elle décrit cette dernière correctement ou non? Ou bien trouvons-nous là un problème plus général: pouvons-nous considérer ce modèle comme une théorie générale des systèmes économiques?

Il est probable qu'au moment de formuler sa théorie, Walras n'avait pensé qu'au marché atomisé de son temps, à l'économie capitaliste du XIXe siècle. Mais de nombreux interprètes modernes de cette théorie vont beaucoup plus loin et appliquent la construction théorique de Walras au socialisme aussi. C'est un économiste italien, E. Barone, qui l'a montré en premier: le marché "d'une société collective" pouvait lui aussi fonctionner sur la base des équations de Walras.⁵ Plus tard, dans son étude devenue classique sur le socialisme, Oscar Lange a développé plus loin le raisonnement de Barone.⁶ Il a démontré que le bureau central du plan d'une économie planifiée socialiste pouvait remplir des fonctions identi-

ques à celles du marché atomisé du monde de Walras: il peut, en s'alignant sur les indications de la demande et de l'offre excédentaires et en utilisant la méthode des essais et des erreurs, détecter les prix correspondant à l'état d'équilibre et "régler" par là le fonctionnement du système économique.

Sur ce on peut se permettre de poser la question: le modèle de la TGE est-il susceptible de servir de modèle *général, commun* aux systèmes économiques modernes fondés sur la division du travail et la production marchande (sans considération des formes de la propriété et du pouvoir)?

CRITIQUE DES HYPOTHÈSES ET DU MODÈLE

Nous allons grouper nos réflexions critiques autour de quatre problèmes:

1. *Caractère stationnaire du modèle.* La TGE part de l'hypothèse suivante:

- Soit un ensemble déterminé de produits, invariable dans le temps. Nous pouvons comprendre la chose ainsi: il existe une "liste" constante des produits; les producteurs ne produisent et les consommateurs ne consomment que les produits figurant sur cette liste.

- Soit un ensemble déterminé des techniques productives, invariable dans le temps. Lors de la définition des programmes de production, seules peuvent être envisagées les techniques figurant dans cet ensemble.

- Le consommateur dispose d'un éventail complet de préférences touchant l'ensemble des alternatives de la consommation. Nous reviendrons encore là-dessus au point 2 de notre critique, nous voulons simplement souligner ici le côté temporel de l'hypothèse: ainsi les goûts, les préférences du consommateur sont invariables dans le temps et sont donnés, de l'extérieur, pourrait-on dire, indépendamment du fonctionnement du système économique.

Ces hypothèses "stationnaires", la présupposition de l'invariance dans le temps de phénomènes économiques déterminés, écartent d'avance, au moment même de la construction du modèle, le problème fondamental de la vie: *le changement*. L'école de la TGE pose dès le début la question suivante: comment peut-on manier les ressources données de façon à ce qu'elles puissent s'adapter au mieux aux goûts donnés des consommateurs?

Les systèmes économiques réels sont caractérisés par un changement incessant. D'anciens articles disparaissent, des produits nouveaux apparaissent sans cesse. Où se trouve donc le poste à galène à l'époque des transistors, le phonographe au temps du magnétophone, le biplan à l'époque des avions à réaction?

Parallèlement au changement de la liste réelle des produits et de la technique, les goûts, les besoins eux-mêmes se transforment. Les goûts, les besoins, "l'ordre des préférences" ne sont pas donnés de l'extérieur, ils ne sont pas non plus déterminés une fois pour toutes; ils sont au contraire eux aussi un produit social, fonction en partie de la production sans cesse renouvelée et changeante dans sa composition, et fonction en partie d'autres facteurs.

La théorie générale de l'équilibre est incapable d'expliquer le mécanisme social qui suscite ces changements incessants. Or il serait particulièrement important de les comprendre pour les pays socialistes étant donné nos nombreuses difficultés: nous ne pouvons nullement être satisfaits dans ce domaine du fonctionnement de nos systèmes concrets.

2. *Optimum*. La théorie générale de l'équilibre suppose que chaque élément, chaque "cellule" de l'économie va vers l'optimum. Leur comportement pourrait être décrit comme une fonction cherchant à atteindre sa valeur extrême conditionnelle, son maximum. L'entreprise maximiserait la fonction profit, le consommateur la fonction utilité.

Mais considérons d'abord l'entreprise. Nous ne voudrions pas polémiquer ici dans le débat connu: est-il vrai, oui ou non, au sens empirique, que l'intérêt de l'entreprise capitaliste le porte de façon univoque à maximiser le profit (et seulement le profit)? Nous ne voulons pas non plus discuter ici de la justesse de la procédure qui consiste à considérer du point de vue normatif l'accroissement du profit comme le seul indice à maximiser (que ce soit dans l'économie capitaliste où le profit devient la propriété des actionnaires, et en partie de l'Etat, ou dans l'économie socialiste où le profit se départagerait avant tout entre le budget de l'Etat, la direction des entreprises et le collectif des entreprises). Dans le cadre de l'hypothèse de la "maximi-

sation de la fonction profit", nous voudrions considérer ici non pas la première, mais la deuxième moitié de cette hypothèse: à savoir, l'entreprise *maximise-t-elle* véritablement?

A notre sens, la "maximisation", "l'optimisation" ne décrivent pas correctement le comportement véritable des organisations complexes. L'entreprise, qu'elle soit capitaliste ou socialiste, constitue toujours l'ensemble, la "coalition" de groupes en conflit plus ou moins important, elle est le théâtre de conflits d'intérêts permanents. Bien que les conflits soient inéluctables, le fait que finalement l'entreprise fonctionne et produit prouve une chose certaine: on y aboutit à quelque compromis, à une solution qui est acceptable pour tout le monde, en fonction des rapports de force externes et internes du moment. Les motivations de l'entreprise sont complexes, des forces motrices diverses y jouent leur rôle. Mais en fin de compte, elles ont leur résultante commune.

En formulant la chose ainsi, nous n'entendons pas effacer la différence existant entre l'entreprise socialiste et l'entreprise capitaliste. Au contraire: nous cherchons à fournir un appareil conceptuel meilleur, plus exact, pour la description de ces différences. Celui qui emploie des phrases telles que: "L'entreprise capitaliste maximise le profit", "l'entreprise socialiste maximise sa contribution à la réalisation et au dépassement du plan", ne dit pas grand chose. Ce sont là des déclarations bien vides; l'entreprise capitaliste "veut" différentes choses: par exemple s'étendre, conquérir le marché; au sein de l'entreprise, l'ouvrier veut un salaire plus élevé et finalement cela se répercute sur le comportement d'ensemble de l'entreprise (sur ses prix, etc.). Dans l'autre cas, dans une bonne partie des entreprises socialistes (p.ex. dans les entreprises hongroises) l'intéressement au profit joue un rôle important; et de plus, il n'existe plus de plan impératif à court terme qu'il faudrait dépasser. La description du comportement est plus complexe, elle ne saurait se faire en désignant arbitrairement un facteur à "maximiser".

Le fait que nous rejetons la "maximisation", "l'optimisation" en tant que modèles du comportement d'ensemble de l'entreprise ne signifie pas que nous n'y voyons s'affirmer aucune régularité. Ce qu'on peut décrire, ce sont les "*fonctions de réponse*" du comportement de l'entreprise. L'argument, la variable indépendante de la fonction de réponse, ce sont les impulsions, les effets sociaux

affectant les entreprises, les informations diverses, depuis les directives du plan jusqu'aux attentes de la société, depuis les prix jusqu'aux commandes venant des partenaires commerciaux. La variable dépendante de la fonction de réponse, ce sont les activités productrices, l'output de l'entreprise et la technologie, la technique de la fabrication. La fonction de réponse de l'entreprise capitaliste et de l'entreprise socialiste diffère: elle est sensible à d'autres impulsions, et elle réagit différemment même à des effets similaires. Cependant la fonction de réponse de l'entreprise socialiste bulgare, hongroise ou yougoslave peut elle aussi montrer certains écarts.

Affirmer que le comportement de l'entreprise est descriptible par une fonction de réponse stochastique, c'est là une forte hypothèse. (Et il nous faut bien mettre en oeuvre une hypothèse de ce genre pour que la théorie du système puisse établir le modèle des des systèmes économiques.) Mais ajoutons que c'est là une hypothèse beaucoup moins rigoureuse que celle qui consiste à dire: la fonction de réponse de l'entreprise a une forme spéciale, c'est un algorithme d'optimisation. L'hypothèse du comportement d'optimisation est beaucoup plus étroite et irréaliste.

La même critique s'impose à propos de la description du comportement du consommateur. Supposer que le consommateur dispose d'un système complet et constant de préférences (ou ce qui équivaut théoriquement au même: qu'il dispose d'une fonction d'utilité qu'il maximise) signifie avant tout que dans ses décisions consécutives, le consommateur procède d'une manière rigoureusement consécutive. C'est ce qu'exprime le postulat dit de transitivité de la théorie de la disposition des préférences. Si une fois déjà le consommateur préfère A à B, il n'agira certainement pas en sens contraire à la prochaine occasion et ne choisira pas B face à A (à supposer qu'entre temps ce dernier n'est pas devenu plus favorable du point de vue prix).

En réalité, il n'en est pas ainsi. Le consommateur est un homme, il peut hésiter, vaciller, se tromper aussi. S'il est vraiment intelligent, il ne suivra pas les "principes de rationalité" rigides de la théorie que nous avons décrite, il ne s'en tiendra pas au postulat de transitivité, mais corrigera au contraire son erreur: s'il a compris que B est quand même meilleur, la prochaine fois c'est B qu'il choisira.

Mais le véritable problème est en liaison avec ce que nous avons déjà signalé au point 1: je pense au changement dans le temps. Dans toute une série de décisions d'importance fondamentale, le consommateur n'aura pas à affronter des problèmes constants et inchangés. On ne peut même pas se demander si son comportement est conséquent et consistant lorsqu'il choisit entre A et B, car aujourd'hui, c'est entre A et B qu'il choisit, mais demain il choisira entre C et D, et dans quelques années entre Y et Z.

Il n'est pas utile de nous poser la question: la théorie de la disposition des préférences est-elle "vraie"? Le problème véritable, c'est que, du moins pour une part très importante des séries de décisions véritables, cette théorie n'est pas "testable" empiriquement, elle est *vide*. En conséquence, son application ne conduit pas à des résultats théoriques consistants, mais plutôt à une marche à *vide* sur le plan logique.

Aussi n'est-il pas utile non plus de demander à propos du consommateur s'il procède ou non de façon "optimum", si ses décisions sont ou non en harmonie mutuelle. Au lieu de cela, il nous faut examiner de quoi dépend la décision du consommateur? Dans le cas du consommateur également, ce sont des fonctions de réponse stochastiques que nous devons écrire, sur la base des observations empiriques; il nous faut établir, sous l'effet de quels facteurs s'élabore la structure de la consommation des divers groupes sociaux dans les divers pays; quel est l'effet exercé ici par les prix et les revenus, et l'effet d'autres facteurs, tels que l'imitation, les effets culturels, l'offre de l'industrie et ainsi de suite.⁷

3. *Convexité*. Une bonne partie des modèles de la théorie générale de l'équilibre suppose que l'ensemble des programmes de production possibles est convexe. Nous ne voudrions pas entrer ici dans une analyse détaillée de ce que cela veut exactement dire. Nous préférons souligner un seul problème. L'hypothèse de la convexité implique l'exclusion du cas des "economies of scale", des économies se présentant du fait des dimensions plus grandes de l'usine.

Dans les systèmes économiques véritables, nous pouvons rencontrer les phénomènes aussi bien du rendement décroissant que du rendement constant ou croissant. Il ne vaut pas la peine de discuter de "l'importance" ou de la "fréquence" plus grande

de l'un ou de l'autre. La chose dépend en partie de la nature du problème de la décision. Dans les limites d'un capital fixe, d'une capacité productive donnée, lors du choix entre les dimensions possibles de la production nous voyons apparaître au-delà d'un certain point critique le phénomène du rendement décroissant: les coûts différentiels se mettent à croître. Avec une technologie donnée, considéré à long terme, le rapport, le rendement d'une ressource disponible en une quantité donnée et non extensible (p.ex. de quelque ressource naturelle) va en diminuant. Mais parallèlement, l'autre type de phénomène revêt également une très grande importance. Dans le cas d'une décision à long terme, lorsque l'on implante une usine ou toute une branche industrielle nouvelle, l'accroissement des dimensions des usines s'accompagne d'économies relatives. Le volume de ces économies dépend de la nature de l'industrie donnée: il est p.ex. négligeable dans le cas de l'industrie textile, mais il peut être énorme dans l'industrie chimique, l'industrie automobile ou la sidérurgie.

Les "economies of scale" constituent un phénomène relevant de la technologie et de l'organisation de la production. Et pourtant c'est là que nous trouvons la clé de phénomènes sociaux aussi importants que la concentration, et parallèlement, la réduction dans certains secteurs du nombre des entreprises et l'apparition des oligopoles.

Il existe aujourd'hui encore des secteurs plus ou moins caractérisés par la dispersion, par une organisation atomisée; et il est nécessaire que la théorie des systèmes économiques s'occupe de ce phénomène *aussi*. Mais le fait de délaisser le problème des "economies of scale", et par là, les phénomènes fondamentaux de la concentration, constitue une des plus grandes faiblesses de la théorie générale de l'équilibre.

4. *Incertitude et structure informationnelle*. D'une façon générale, la TGE applique les hypothèses suivantes:

a) Le porteur de la décision économique connaît *exactement* ses propres alternatives, il connaît exactement les conséquences de toutes ses décisions possibles, et enfin, il est parfaitement éclairé sur ses propres préférences. C'est en possession de ces informations exactes qu'il prend sa décision (optimale).

b) Toutes les informations "afférentes" déterminent la décision de façon *univoque*. Le problème soumis à la décision peut

être formulé comme un problème mathématique dont la solution est univoque.

c) La décision est exactement exécutée.

Nous pouvons résumer tout cela ainsi: dans le monde de la TGE l'incertitude n'existe pas. Malheureusement, dans le monde réel, elle existe bel et bien. Voyons un peu:

a) Les connaissances de celui qui décide en ce qui concerne ses propres possibilités et les conséquences présumées de ses différentes alternatives sont passablement incertaines. Le fait est que souvent il n'est pas vraiment tout à fait avisé de ses propres intérêts, ses goûts ou ses désirs mêmes.

b) La décision dépend d'une façon non pas déterministe mais stochastique de l'information "afférente". Chez un porteur de décision donné, à des effets déterminés peut répondre non pas un seul type de réactions mais tout un ensemble de réactions diverses. Il est bien vrai que les différents éléments de cet ensemble de réponses ne se réalisent pas avec la même probabilité. Certaines réactions ont une plus grande probabilité que d'autres. C'est exactement pour cette raison que nous parlons de fonction de réponse stochastique. Mais dire qu'une fonction de réponse est stochastique constitue un énoncé beaucoup moins restrictif que si nous disons qu'elle a un caractère déterministe. Si p.ex. on réduit le prix de tel article, la réaction sera partagée: quelques-uns accroîtront leur consommation dans une mesure plus large, d'autres dans une mesure moins large. Il y aura également des gens qui ne modifieront en rien la structure de leur consommation; et il peut même se trouver des snobs qui réduiront justement à ce moment-là leurs achats parce que l'article donné sera devenu beaucoup trop "ordinaire". Nous avons affaire là à un cas typique de dispersion de la réaction; bien entendu, il pourra y avoir des "condensations" au sein de cette répartition probabiliste (il en sera ainsi dans notre exemple de l'accroissement déterminé de la consommation), mais la réponse n'en sera pas moins hétérogène.

c) La décision ne sera pas mise à exécution dans tous les cas, selon les intentions initiales, sa réalisation peut s'en écarter.

L'incertitude qui règne dans le système économique se fonde en partie sur le fait que le comportement futur du milieu extérieur au système n'est pas prévisible de façon exacte, nous ne disposons à ce propos que de pronostics plus ou moins dignes de foi. L'autre

raison de cet état de chose, c'est que chacun dépend de tous, alors qu'en fait aucun des porteurs de décision ne sait exactement ce que fera l'autre à l'instant suivant.

Du fait de cette incertitude, les phénomènes suivants apparaissent dans les systèmes économiques:

- Le rassemblement des informations joue un rôle croissant. Ce processus comprend aussi bien la collecte des informations relatives au monde extérieur que celles touchant au comportement prévisible des autres porteurs de décision. Le nombre des personnes qui s'occupent aujourd'hui de la réunion et du traitement de l'information a considérablement augmenté. La technique de cette activité se développe impétueusement: pensons donc au téléphone et au télécrypteur, aux calculateurs à cartes perforées, et à l'instrument moderne le plus important: l'ordinateur électronique. Il existe aujourd'hui de très nombreuses institutions qui se sont spécialisées expressément dans la collecte et le traitement des informations, ainsi que dans les opérations de contrôle qui s'y fondent. Ces organisations sont absentes du monde de la théorie générale de l'équilibre, pour elle il n'existe que des entreprises productrices et des ménages.

- Les porteurs de décisions qui sont indépendants les uns des autres ont la possibilité d'accorder leurs décisions. Il n'est pas nécessaire de guetter sur le marché la décision que l'autre aura prise: on peut accorder tout cela à l'avance. La propriété privée empêche naturellement cette concertation, elle ne peut véritablement et pleinement se réaliser que sur la base de la propriété sociale.

- Le flux de l'information se démultiplie. Le preneur de décision veut obtenir des informations multiples sur le même événement: d'une part dans le temps (plusieurs informations consécutives, à l'avance et a posteriori); d'autre part en recourant à plusieurs canaux. Il contrôle une information donnée (incertaine en elle-même) par une autre information (également incertaine par elle-même). C'est là un phénomène proche de ce qu'on appelle en informatique et dans la théorie mathématique de l'information qui s'y rattache, le phénomène de la redondance. Si dans un canal d'information il y a du "bruit", il nous faut transmettre une quantité d'information plus grande que celle qui serait théoriquement nécessaire si le canal ne comportait pas de bruit.

- Ce n'est pas simplement le flux de l'information qui se multiplie, mais également l'ensemble du système de régulation. Nous voyons apparaître des sous-systèmes de contrôle qui se complètent, qui corrigent mutuellement leurs erreurs dans leur fonctionnement parallèle et qui opèrent ensemble la régulation du fonctionnement du système. La régulation d'un très grand nombre d'actions simples exécutées par l'entreprise se fait au moyen d'un système de signalisation aussi primitif que l'est p.ex. l'observation des stocks de l'entreprise. Lorsque les stocks augmentent, la production peut être légèrement réduite, lorsqu'ils diminuent, elle peut légèrement croître. Mais parallèlement, d'autres actions d'un niveau plus élevé se trouvent sous le contrôle de systèmes de signalisation et d'instruments de régulation beaucoup plus complexes: ainsi p.ex. les investissements les plus importants sont répartis par décision de l'Office du Plan.

Tout ce que nous avons énoncé dans les passages ci-dessus signifie également que l'économie moderne est devenue un système d'une complexité telle qu'elle ne peut plus se passer de la *planification*. L'une des missions importantes du socialisme est de créer des conditions favorables à l'apparition de la planification. Il met fin au secret des affaires, à l'obstacle que représente la propriété privée dans le rassemblement de l'information, il facilite la coordination préalable de l'action, il permet une régulation centrale plus consciente des processus économiques.

Les thèses de la TGE prétendent prouver qu'une économie donnée est capable de fonctionner sur la base d'un système de régulation et de signalisation extrêmement simple: le système des prix. Selon cette théorie, l'économie de marché à caractère atomisé serait un système extrêmement économique du point de vue de ses besoins d'information. Mais elle n'arrive à cette preuve que parce qu'elle utilise un grand nombre d'hypothèses fortement restrictives et en partie irréelles, et ne tient pas compte, entre autres, du phénomène de l'incertitude. Si par contre nous reconnaissons qu'il y a bel et bien incertitude, il devient immédiatement clair que se baser exclusivement sur la signalisation représentée par les prix ne signifie pas économie mais pauvreté en matière d'informations. Une régulation solide et sûre nécessite la multiplication de l'information et de la régulation.

Voilà justement un exemple à propos de ce que nous avons dit au point précédent sur l'interprétation descriptive et normative. La théorie *descriptive* du système économique devra établir qu'un système économique moderne, complexe, est tout simplement incapable de fonctionner sur la base d'un système de signalisation simple (comprenant exclusivement des indications de prix). Et lorsqu'elle aura établi ce fait, l'absurdité de la position normative, du conseil découlant de la TGE sera évidente: ce qu'il nous faut conseiller au système économique, ce n'est pas une "économie d'informations à tout prix", mais la multiplication rationnelle des systèmes de régulation et d'information. Traduit en langage pratique, cela nécessite la combinaison, l'application conjointe de la planification à long terme, de la planification à court terme, de la coordination des intérêts des entreprises et du fonctionnement du marché basé sur la signalisation fournie par les prix.

L'ÉQUILIBRE ET LE "DÉSÉQUILIBRE"

Comme nous l'avons signalé, les thèses de la théorie générale de l'équilibre peuvent être groupées autour de deux ordres de questions: elles nous donnent les conditions de l'équilibre et de l'optimum. Dans la présente étude, nous ne traitons que du problème de l'équilibre.

L'école de Walras définit ainsi la notion de l'équilibre statique: c'est l'état d'un système dans lequel aucun des participants n'a intérêt à bouger, à changer d'attitude. Au cas où il modifierait son attitude, il se trouverait dans une position moins avantageuse que dans l'état d'équilibre.

Commençons par l'approche normative. Nous pourrions nous demander à la manière des Budapestois: "Et alors, est-ce bon pour nous?" Est-il bon pour n'importe quel système économique que les participants se figent dans l'immobilisme et s'arrêtent en un point, de crainte de se retrouver dans une position plus mauvaise s'ils font le moindre mouvement?

La condition du changement, du développement n'est pas la satisfaction relative de tous les participants. Au contraire, cette condition nous la trouvons dans l'insatisfaction, l'inquiétude, la tension, l'ambition. Ce n'est pas l'équilibre qui est positif, mais au contraire l'écart entre l'intention et la réalisation du

moment, entre l'aspiration et la réussite. Selon l'auteur de ces lignes, le déséquilibre est plus favorable que l'équilibre.

Et si nous passons maintenant de la conception normative à la description du système économique réel, nous voyons que l'état typique n'est pas l'équilibre mais au contraire le décalage durable par rapport à cet état. Des signes de saturation, des excédents, des ressources inexploitées apparaissent dans tel ou tel secteur, le cas échéant dans l'ensemble de l'économie, ou bien, au contraire, nous rencontrons des phénomènes de pénurie. Ces états de déséquilibre ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients. Dans une "économie excédentaire" le fait même des excédents, des ressources inutilisées, est la cause de diverses pertes: dans cette catégorie entre autre figure le déluge publicitaire destiné à attirer les bonnes grâces de l'acheteur. Mais en même temps cet état de chose stimule fortement, sans conteste, à des innovations véritables; étant donné la nouveauté des produits, l'éveil de besoins nouveaux constitue la méthode la plus efficace pour conquérir l'acheteur. "L'économie de pénurie" entraîne d'un côté l'exploitation maximale, surtendue dirais-je, des ressources, des capacités productives. La publicité n'est pas nécessaire, chaque chose trouve acheteur. Par contre, on ne trouve pas de forts stimulants à l'introduction de nouveaux produits, à l'acceptation des tracas qui les accompagnent, étant donné que l'on peut vendre tout aussi facilement les produits anciens, surannés. Il s'établit une indifférence envers les besoins qualitatifs de l'acheteur.

Les cadres de la présente étude ne nous permettent pas d'analyser les types de politique économiques qui mènent à l'instauration durable de l'un ou de l'autre de ces états. Dans cette courte critique d'ensemble de l'école de Walras, nous aurions voulu simplement mettre en évidence l'importance de l'étude de cette question. L'examen pédantesque des conditions de l'équilibre statique semble stérile, alors que la question réellement importante est celle de la description, de l'explication du déséquilibre dynamique du système économique et l'analyse de ses conséquences.

DÉPASSEMENT DE LA THÉORIE GÉNÉRALE DE L'ÉQUILIBRE

Lorsque nous parlons du rapport existant entre une théorie relevant de sciences sociales et la politique, il nous faut distinguer trois questions:

1. Quel est le contenu politique propre de la théorie? Possède-t-elle véritablement un tel contenu, ou bien seuls ses interprètes prétendent l'y découvrir? Lors de l'examen de cette question, il nous faut rigoureusement nous borner à l'examen de la théorie donnée *elle-même*, indépendamment du milieu qui lui a donné naissance et qui s'en sert.

2. Quelles sont les *interprétations* possibles de la théorie examinée? Là, nous nous intéressons déjà au *rôle idéologique* de cette théorie.

3. Finalement: quels buts politiques stimulent ceux qui formulent la théorie donnée et ceux qui la développent ultérieurement? Ce problème nous conduit à l'histoire de la genèse de la théorie et à l'étude *politique et sociologique* de l'attitude des chercheurs.

Pour ce qui est de la question 1: à mon sens, la théorie de l'équilibre est une théorie indifférente, neutre au point de vue politique. Sa forme rigoureusement axiomatique ne recèle pas une interprétation politique clairement déterminée. Les axiomes, les hypothèses de base de la théorie peuvent être bons ou mauvais, ils sont indifférents du point de vue politique. Si ces axiomes étaient valables et utilisables, on les accepterait tout aussi bien en Grèce ou en Suède, en Albanie ou en Yougoslavie.

Quant à la question 2: *de nombreuses interprétations politiques* peuvent être adjointes à la théorie de l'équilibre. Elle peut être l'idéologie d'un "socialisme de marché" spécial, rigoureusement centralisé (Oscar Lange). Certains modèles apparentés à la théorie de l'équilibre peuvent servir de justification à une économie socialiste rigoureusement centralisée et planifiée à l'aide d'ordinateurs, comme nous l'avons effectivement vu dans la littérature soviétique. Mais le même modèle conçu dans une autre interprétation peut servir d'idéologie à l'économie capitaliste libérale du "libre marché", complètement décentralisée (cf. les oeuvres de Röpke). Le fait que chacune de ces interprétations peut à juste raison se référer à la théorie de l'équilibre, confirme la réponse donnée à la 1ère question sur le caractère stérile, du point de vue politique, de cette théorie.

Pour ce qui est de la 3ème question: *les motivations politiques* des créateurs et des pratiquants de cette théorie sont *extrêmement hétérogènes*. C'est un fait historique que la théorie de l'utili-

té marginale, le marginalisme, la théorie générale de l'équilibre sont nés en tant qu'adversaires des classiques anglais et de Marx. Un grand nombre de leurs représentants ont lié les idées de la théorie de l'équilibre à des interprétations pro-capitalistes et anti-socialistes: ainsi, la théorie de la concurrence parfaite avait été formulée en tant qu'argument contre la planification socialiste.

D'autres, par contre ont utilisé le même système d'idées au profit d'autres positions politiques. Certains l'ont employé pour justifier les réformes "modérées" de l'économie capitaliste (dans le cadre de la soi-disant "économie du bien-être"); d'autres l'ont fait pour soutendre des idées proprement socialistes (O. Lange, certains économistes mathématiciens soviétiques).

Nous ne pouvons qualifier la théorie de l'équilibre comme une théorie nécessairement antisocialiste (indépendamment du fait que lors de sa conception et de son développement, les pensées antisocialistes ont joué leur rôle). Du point de vue purement *politique*, les axiomes, les formulations de cette théorie peuvent tout aussi bien être acceptés par des marxistes et des non-marxistes.

Ce n'est pas pour des raisons politiques qu'il faut rejeter la théorie de l'équilibre, mais tout simplement parce qu'elle est impraticable. C'est là une théorie des systèmes économiques qui n'est pas valable.

La critique de la théorie de l'équilibre a été jusqu'à présent, en grande partie du moins, l'oeuvre des économistes marxistes qui s'étaient spécialisés dans l'histoire de la théorie et dans la critique de l'économie politique bourgeoise: ceux qui s'étaient penchés avant tout sur les problèmes de l'économie socialiste, et parallèlement sur l'élaboration constructive de la théorie du système économique, avaient délaissé cette critique. Le résultat, c'est que les critiques s'étaient préoccupées exclusivement de démontrer les racines anti-socialistes de la naissance de cette théorie et de mettre en relief ses interprétations véritablement bourgeoises, pro-capitalistes. Ce travail était nécessaire, il l'est aussi encore à l'heure actuelle, mais on ne peut certainement pas s'en satisfaire. Le socialisme ne gagne pas grand'chose à l'affaire si nous nous contentons de constater que certains économistes utilisent les modèles de Walras à la défense du ca-

pitalisme. La critique *politique* ne suffit donc pas. Les partisans du socialisme arrivés au pouvoir ont besoin d'une théorie *constructive*, d'une théorie du système économique qui dépasse l'école de Walras. Après avoir procédé à l'analyse critique la plus sérieuse, objective, scientifique des hypothèses, du système conceptuel et des thèses de la théorie générale de l'équilibre, il nous faut chercher à élaborer une théorie du système plus praticable, donnant une meilleure description du fonctionnement des systèmes économiques et permettant d'aboutir à des conclusions plus réalistes. C'est là une tâche qui demandera les efforts créateurs intenses de plusieurs générations d'économistes.

NOTES

1. Cf. p.ex. le recueil [10] ou bien encore le manuel soviétique [6] pour la théorie des automates, ainsi que l'ouvrage [4].
2. Voir [11].
3. Voir [1], [2] et [5].
4. Voir [8].
5. Voir [3].
6. Voir [9].
7. Cette critique se rapproche des remarques critiques formulées en 1960-62 par R. HOCH. Voir [7].

RÉFÉRENCES

1. ARROW, K.J.: An extension of the basic theorem of classical welfare economics. Paru dans le recueil: NEYMANN, F. (rédacteur): *Proceedings of the Second Berkeley Symposium on Mathematical Statistics and Probability*. Berkeley-Los Angeles, 1951. University of California Press.
2. ARROW, K.J. - DEBREU, G.: Existence of an equilibrium for a competitive economy. *Econometrica*. Vol. 22 (1954), pp. 265-290.
3. BARONE, E.: The ministry of production in the collectivist state. Paru dans le volume: HAYEK, F.A. (rédacteur): *Collectivist Economic Planning*, London, 1935. Routledge.
4. DEBREU, G.: *Theory of Value*. New York, 1959. Wiley.
5. GLUSCHKOW, W.M.: *Theorie der abstrakten Automaten*. Berlin, 1963. Deutscher Verlag der Wissenschaften.
6. HOCH, R.: Az indifferencia-felületekről szóló tanítás elméleti alapjainak bírálata. (Critique des fondements théoriques de la doctrine des surfaces d'indifférence.) Paru dans le volume: FRISS, I. (rédacteur): *A Magyar Tudományos Akadémia Közgazdaságtudományi Intézetének Évkönyve* (Annuaire de l'Institut des Sciences Economiques de l'Académie des Sciences de Hongrie), III, 1960-1961. Budapest, 1962. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
7. KORNAI, J.: *Anti-Equilibrium*. Budapest, 1970. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
8. LANGE, O.: On the economic theory of socialism. Paru dans le volume: LIPINCOTT, B. (rédacteur): *On the Economic Theory of Socialism*. Minneapolis, 1938. University of Minnesota Press.
9. MESAROVIC, M.D. (rédacteur): *Views on General Systems Theory*. New York, 1964. Wiley.
10. WALRAS, L.: *Elements of Pure Economics, or the Theory of Social Wealth*. Homewood, 1954. Irvin.

Serie de publications de l'Institut des Sciences Économiques
en anglais:

STUDIES
INSTITUTE OF ECONOMICS
HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

- | | | | |
|---------|-------------------------------------|--|-------------------------------|
| No. 1. | S. AUSCH: | Bilateralism and multi-lateralism in the CMEA
p.64. | Prix \$ 2 ou
équivalent |
| No. 2. | J. KOVÁCS: | A model for planning
school enrolment
p.37. | Prix \$ 1.50 ou
équivalent |
| No. 3. | J. RIMLER: | A principal components
analysis of growth
p.34. | Prix \$ 1.60 ou
équivalent |
| No. 4. | A. GELEI: | Long-term growth:
characteristic quanti-
tative processes
p.95. | Prix \$ 3.20 ou
équivalent |
| No. 5. | M. HEGEDÜS: | Relationships between
industry and agriculture
p.66. | Prix \$ 2.20 ou
équivalent |
| No. 6. | | Political economy and ideology p.101. | Prix \$ 3.20 ou
équivalent |
| No. 7. | | Criticism of contemporary Western
economic theories p.110. | Prix \$ 3.20 ou
équivalent |
| No. 8. | | Contemporary capitalism and Western
economic theories | |
| No. 9. | GY. KONDOR - GY. SIMON - GY. GÁBOR: | Equilibrium computation
with Scarf's method p.47. | Prix \$ 1.60 ou
équivalent |
| No. 10. | G. RÉVÉSZ: | Enterprise collective
interest problems | |

Serie sur l'économie mondiale en langue française

TENDANCES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

publication du Conseil Scientifique Hongrois d'Économie Mondiale

- No. 1. J. BOGNÁR: Le rôle des relations économiques Est-Ouest dans la promotion de la coopération européenne
- No. 2. B.J.A. BARD: Le transfert de la technologie
- No. 3. M. SHANKS: L'intégration économique en Europe Occidentale depuis 1945
- No. 6. F. KOZMA: Quelques problèmes théoriques de l'intégration socialiste et de l'égalisation du niveau économique
- No. 7. M. SIMAI: Croissance économique et niveau de développement
- No. 8. GY. BECSKY: La situation monétaire internationale et la stratégie économique globale des États-Unis

Obtenable: a titre gratuite ou du Conseil Scientifique Hongrois d'Économie Mondiale
c/o Centre de Recherche Afro-Asiatique
H-1531 Budapest,
P.O.B. 36.

Pour l'information plus détaillés nous vous recommandons:

ACTA OECONOMICA

Revue de l'Académie des Sciences de Hongrie. Les essais sont publiés en deux tomes par an en anglais, ou en français, allemand et russe.

Le prix de l'abonnement: \$ 24 ou sont equivalent par tome.

Abonnement chez KULTURA, Société pour le Commerce de Livres et Journaux (Budapest 62., P.O.B. 149.) ou chez les représentats à l'étranger.

Les revues de l'Académie des Sciences de Hongrie sont obtenables aussi à l'adresses suivantes:

La Belgique

Office International de
Librairie

30 Avenue Marnix

Bruxelles 5

Du Monde Entier

S. Place St. Jean

Bruxelles

Canada

Pannonia Books

2 Spadina Road

Toronto 4, Ont.

France

Office International
de Documentation et
Librairie

48 rue Gay Lussac

Paris 5

Vietnam

Xunhabasa

19, Tran Quoc Toan

Hanoi

75 600 - FŐVÁROSI NYOMDAIPARI VÁLLALAT, 16. ÜZEMEGYSÉG
Üzemegységvezető: Csuka Tivadarné
/Hozott fotókész anyagból sokszorosítva 300 példányban/

